

COMMERCE CAPITALISTE OU DISTRIBUTION SOCIALISTE...

Tout d'abord, qu'est-ce que le commerce? On pourrait le définir ainsi: c'est le lien qui unit la production à la consommation et, dans sa pratique, il est exercé par des individus qui, du fait de colporter et de vendre des produits, ne participent pas à cette production. Ces individus ont pourtant un bénéfice sur elle. C'est ce qu'en régime capitaliste on appelle le commerce.

Il est évident que la production a besoin d'être transportée et distribuée aux consommateurs. Mais cette nécessité vitale de l'humanité présente actuellement, par la faute du capitalisme, de multiples et graves défauts. Des individus comprennent que travailler, comme des nègres en régime capitaliste n'aboutit évidemment à rien; ils se retirent de la production et à leur tour se font, le mot n'est pas, trop fort, exploités.

L'appareil d'État, qui est l'épine dorsale du capitalisme moderne, veut-il et peut-il enrayer cette désertion? Il lui convient de monopoliser le commerce, de le fonctionnariser. Mais il est impuissant à le remplacer par une distribution rationnelle.

Actuellement, il fait du commerçant privé un intermédiaire fiscal, accablé sous le poids de la paperasserie; mais loin de réduire le nombre des intermédiaires, il le multiplie. Comme il accroît systématiquement, les «*frais généraux*» grevant la production (1). Depuis la «Libération» il a été distribué, par les services intéressés, le chiffre coquet de 360.000 nouvelles patentes commerciales.

Il est vrai que ces patentes se payent!

Elles servent à entretenir une police chargée de contrôler, pressurer et protéger à la façon des gangsters américains ces innombrables parasites commerciaux. Ce gang les rassure contre les éventuels sursauts de révolte du peuple. Il y a aussi l'armée qui protège le système contre les gangsters organisés des quartiers voisins. Cette police et cette armée consomment ou plutôt gaspillent gaiement les produits que ne peuvent acheter les prolétaires. Ainsi, on nous vole le fruit de notre travail et l'on s'en sert pour nous, maintenir dans la servitude sociale où nous vivons.

Voyons maintenant quels résultats engendre l'actuelle multiplication des commerçants dans un pays où il y a si peu de choses à vendre.

Supposons qu'un marchand de légumes gagnait sa nourriture d'une journée sur la vente, de 200 kg de pommes de terre; un autre marchand de légumes s'étant aujourd'hui installé auprès de lui, il lui faudra gagner sa pitance sur 100 kg seulement de pommes de terre. Alors augmentation des prix! Et c'est un cercle vicieux! Car lui-même, pour sa nourriture, pour de la viande, par exemple ira chez un boucher nouvellement concurrencé qui lui-même cherchera à gagner sa vie sur une quantité de viande infime. Et ainsi de suite! Mais, l'État sachant cela, continue à distribuer des patentes à tour de bras. C'est qu'il veut multiplier le, nombre des soutiens du régime: une patente accordée par l'État, c'est encore un privilège d'exploiteur que chacun espère valoriser.

(1) Lorsque ceux-ci atteignent un taux invivable, intervient précisément le capitalisme d'État qui permet de les dissimuler dans le budget et le plan général, aux yeux des producteurs misérables et surexploités.

Verrons-nous, les choses s'aggravant, l'époque où chaque marchand n'aura devant lui qu'un seul paquet de nouilles, ou de produit à lessive?

Cela n'ira pas jusque là. La volonté populaire balayera ce système social absurde et, détruisant le capitalisme et l'État, détruira toutes les injustices qui en découlent. Cette révolution sociale supprimera les frais généraux inutiles. Frais de direction, de crédit, de protection, de prestige, de paperasserie et de publicité.

Une définition brutale de la publicité? C'est l'art de gâcher les bénéfices inutiles réalisés antérieurement sur un produit, afin de continuer à en assurer postérieurement la vente avec des bénéfices analogues.

De tout cela, le peuple a confusément conscience. Il a aussi conscience que ce ne sont pas les réformes politiciennes qui aboutiront à améliorer leur sort de consommateur. Cette question ne peut être résolue que révolutionnairement et anarchiquement.

Actuellement les commerçants fonctionnarisés par l'État, tiennent essentiellement à vivre et à faire valoir les droits acquis par leur servilité et le paiement de leurs patentes, impôts, taxes, etc... Peu leur importe que le producteur crève, que le consommateur jeûne, pourvu qu'une marge bénéficiaire leur soit garanti sur les produits artificiellement raréfiés.

Le régime socialiste libertaire préconisé par les anarchistes supprimera cela. La distribution de produits de toute sorte sera conditionnée par les demandes des populations groupées dans des coopératives de consommation, où la main-d'œuvre sera automatiquement réduite aux seules fonctions techniques. Ces coopératives seront groupées entre elles, fédérativement. Elles seront en rapport avec des coopératives de production semblablement groupées. Les ouvriers ne seront producteurs que de matières nécessaires et utiles à la population et cela dans des quantités raisonnables. On ne trouvera parmi eux aucun privilégié, vue la suppression de toute monnaie thésaurisable.

Supprimant le profit, aussi bien dans la production que sur la vente, on éliminera du même coup, toutes les organisations qui recherchent ou qui régissent le profit.

L'immense personnel improductif, aujourd'hui employé par les banques, les administrations fiduciaires, caisses d'assurance, et autres, se trouvera libéré, et prêt à être adapté à un travail utile. Il en sera de même pour le personnel non technique des P.T.T., des chemins de fer, du *Métropolitain* et des innombrables industries qui occupent en ce moment un emploi se rapportant à la monnaie, c'est-à-dire au commerce capitaliste.

Nous avons touché plus haut la question des caisses d'assurances, il nous faudra revenir un jour sur le fait que la vie, le toit, la progéniture d'un individu quelconque seront suffisamment garanties par le socialisme libertaire sans qu'interviennent pour cela des questions financières.

Nous terminerons en affirmant que les anarchistes lutteront partout et sans trêve, aussi bien dans leurs écrits que dans leurs actions, pour faire admettre et appliquer par le prolétariat ce socialisme distributif.

Par la lutte anti-étatique, par la *Révolution sociale* et seulement par cela, nous pourrions voir appliquée cette première phase de l'émancipation universelle.

Daniel BUSSET.
